Downloaded from: justpaste.it/1jore

Macron face à Plenel et Bourdin : tout ça pour ça ?

EDITO. En l’absence d’alternative crédible à sa politique, le chef de l’Etat n’entend pas dévier de sa ligne et parie sur le temps long.

Par Carole Barjon Publié le 16 avril 2018 à 13h25

Deux heures quarante pour quoi faire ? Pour démontrer ses qualités de combattant, seul contre deux redoutables bretteurs ? Pour donner à voir à près de quatre millions de téléspectateurs sur BFMTV un spectacle de gladiateurs digne du décor mussolinien du Palais de Chaillot ? Pour montrer qu’il sait descendre dans l’arène et castagner ?
On a vu, en effet un président virtuose, manier à la fois la rhétorique, le latin, la technique et l’art de la guerre. En bon boxeur, Emmanuel Macron ne laisse rien passer. Ni les approximations d’Edwy Plenel - "fraude fiscale au lieu d'optimisation" -, ni les "insinuations" de Jean-Jacques Bourdin - "Votre ami Bernard Arnault". Il montre qu'il sait rendre coup pour coup, en rappelant que le fondateur de Mediapart s’était lui-même "affranchi des règles fiscales" il n’y a pas si longtemps…

Plenel face à Macron : au fait, c'est quoi le problème entre Mediapart et le fisc ?
Bref, pendant cet interminable "combat de coqs", comme l’a qualifié le patron de la République En Marche Christophe Castaner, Macron a assuré. Mais a-t-il pour autant rassuré ?
Un peu. On aura appris que finalement que l’Etat reprendra "progressivement" la dette de la SNCF. On aura vu un président empathique, semblant sincèrement préoccupé par la situation des hôpitaux et des services d’urgence, promettre des annonces rapides sur ce dossier. Et esquisser la piste d’un jour férié travaillé pour financer le coût de la dépendance des personnes âgées, à l’horizon 2050.
Pour le reste, Macron aura laissé les Français sur leur faim à propos du fameux "verrou de Bercy" (qui empêche la Justice de se saisir à sa guise des dossiers fiscaux qui le mériteraient selon elle) et de l’exonération de l’Impôt sur la fortune accordée aux détenteurs d’actifs mobiliers. Quelle garantie a-t-on que les heureux bénéficiaires de ce "cadeau" fiscal investiront bien dans les entreprises françaises ? Emmanuel Macron lui-même a reconnu ne pas en avoir.

De même, il aura eu du mal à convaincre sur la baisse de pouvoir d'achat des retraités qui ne verront la taxe d'habitation baisser qu'à l'automne. Et il aura fallu attendre la dernière partie de l'émission pour entendre parler du conflit des cheminots, de l'islam et des femmes voilées dont la tenue n'est "pas conforme à la civilité telle que nous la connaissons", ou de l'immigration, à propos de laquelle il a évoqué "la bombe" que constituait, à terme, la démographie africaine.

Rassurer les Français modestes, casser l'image de "président des riches" que lui accolé une bonne partie de la gauche : c'était l'objectif de Macron qui veut "libérer et protéger". Pour le moment, son jeu de jambe gauche reste à améliorer. Mais, en l'absence d'alternative crédible à sa politique, le chef de l'Etat n'entend pas dévier de sa ligne et parie sur le temps long. On le jugera "dans cinq ou dix ans", a-t-il glissé. Au bout de son deuxième quinquennat…